



Bolivie, État plurinational de

Accord ratifié: **Oui**

Date de ratification: **2018-01-30**

Notifications de mise en oeuvre (Catégories A, B, C)	Date d'échéance	Statut
Notification des désignations des catégories A,B,C A - 73.5%	22 février 2017	Oui
B - 13.9%	C - 12.6%	Not yet notified - 0.0%
Notification des dates indicatives de la Categorie B	22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Categorie B	22 février 2018	Oui
Notification des dates indicatives de la Categorie C	22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Categorie C	22 août 2019	Oui
Notification des besoins d'assistance technique	22 février 2017	Certain
Notification des arrangements conclus pour la fourniture d'assistance technique	22 février 2018	Oui
Notification de l'état d'avancement de la fourniture d'assistance technique	22 août 2019	Oui

Notifications de transparence

Notified Art. 1.4	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui
Notified Art. 10.4.3	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 22 août 2020	Oui
Notified Art. 10.6.2	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui
Notified Art. 12.2	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui

Renseignements sur l'assistance

Notified Art. 22.3	Non
--------------------	-----

Légendes:

Oui

Notification présentée

Non

Notification due

Non

Notification non échue

Programme de mise en oeuvre		date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
1.1 Publication	A		au plus tard le 22 février 2017
1.2 Renseignements disponibles sur Internet	A		au plus tard le 22 février 2017
1.3 Points d'information	A		au plus tard le 22 février 2017
1.4 Notification	A		au plus tard le 22 février 2017
2.1 Observations et renseignements avant l'entrée en vigueur	A		au plus tard le 22 février 2017
2.2 Consultations	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 22 février 2019
3 Décisions anticipées	C	au plus tard le 22 août 2020	au plus tard le 22 août 2020
4 Procédures de recours ou de réexamen	A		au plus tard le 22 février 2017
5.1 Notification de contrôles ou d'inspections renforcés	A		au plus tard le 22 février 2017
5.2 Rétention	A		au plus tard le 22 février 2017
5.3 Procédures d'essai	C	au plus tard le 22 août 2020	au plus tard le 22 août 2020
6.1 Disciplines générales concernant les redevances et impositions	A		au plus tard le 22 février 2017
6.2 Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 22 février 2019
6.3 Disciplines en matière de pénalités	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 22 février 2019
7.1 Prétraitement avant arrivée	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 22 février 2019
7.2 Paiement par voie électronique	A		au plus tard le 22 février 2017
7.3 Séparation de la mainlevée	A		au plus tard le 22 février 2017
7.4 Gestion des risques	A		au plus tard le 22 février 2017

Programme de mise en oeuvre		date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
7.5 Contrôle après dédouanement	A		au plus tard le 22 février 2017
7.6 Temps moyens nécessaires à la mainlevée	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 22 février 2019
7.7 Opérateurs agréés	A		au plus tard le 22 février 2017
7.8 Envois accélérés	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 22 février 2019
7.9 Marchandises périssable	A		au plus tard le 22 février 2017
8 Coopération entre les organismes présents aux frontières	A		au plus tard le 22 février 2017
9 Mouvement des marchandises	A		au plus tard le 22 février 2017
10.1 Formalités	C	au plus tard le 22 août 2020	au plus tard le 22 août 2020
10.2 Acceptation de copies	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 22 février 2019
10.3 Utilisation des normes internationales	A		au plus tard le 22 février 2017
10.4 Guichet unique	C	au plus tard le 22 août 2020	au plus tard le 22 août 2020
10.5 Inspection avant expédition	A		au plus tard le 22 février 2017
10.6 Recours aux courtiers en douane	A		au plus tard le 22 février 2017
10.7 Procédures communes à la frontière	A		au plus tard le 22 février 2017
10.8 Marchandises refusées	A		au plus tard le 22 février 2017
10.9 Admission temporaire de marchandises	A		au plus tard le 22 février 2017
11 Transit	Ap Bp	du 22 février 2017 au 22 février 2019	du 22 février 2017 au 22 février 2019
12 Coopération Douanière	A		au plus tard le 22 février 2017

Légendes

A	Notifiée dans la catégorie A	Ap	Notifiée dans la catégorie A		
B	Notifiée dans la catégorie B	Bp	Notifiée dans la catégorie B	G>B	Transfer de la cat. C à la cat. B
C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	B»C	Transfer de la cat. B à la cat. C
N	Pas encore notifiée	E	Report de dates demandé		

Notifications et autres documents

Symbol	Date de réception	Description
G/TFA/N/BOL/2/Rev.1	2025-11-18	Articles 1.4, 10.4.3, 10.6.2, 12.2.2 - Revision
G/TFA/N/BOL/3	2025-11-18	Donor arrangements and technical assistance progress
G/TFA/2/BOL/INF/2	2025-11-18	Informe sobre la aplicación del Acuerdo sobre facilitación del comercio
G/TFA/W/121	2025-11-18	Estudio sobre el tiempo necesario para el levante - Bolivia
G/TFA/W/122	2025-11-18	Informe técnico sobre la aplicación del Acuerdo sobre facilitación del comercio - Bolivia
G/TFA/N/BOL/2	2024-09-20	Articles 1.4, 10.4.3, 10.6.2, 12.2.2
G/TFA/2/BOL/INF/1	2024-09-20	Report on the implementation of the Trade Facilitation Agreement
G/TFA/N/BOL/1	2018-01-17	Categories A, B and C notification

Partage d'expériences

7.6 - Temps moyens nécessaires à la mainlevée

Date	Title
22 octobre 2024 - 24 octobre 2024	First Time Release Study

3 Décisions anticipées



3.1
3.2 (a), (b)
3.3
3.4
3.5
3.6 (a), (b), (c)
3.7
3.8
3.9 (a) (i), (ii), (i), (ii), (iii), (iv), (c), (d)

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2020

Date définitive de mise en oeuvre
22 août 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Coopération et assistance technique pour la mise en oeuvre des décisions anticipées, ce qui nécessite:

- de connaître le cadre procédural et les lignes directrices mis en place pour communiquer les décisions anticipées et vérifier qu'elles sont utilisées de manière appropriée;
- de connaître les conséquences de ces décisions sur les plans juridique et de la réglementation; et
- d'élaborer des règlements et des procédures, entre autres, relatifs à la mise en oeuvre, à la période d'application et à la révocation des décisions anticipées.

Étiquettes: Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation

Agences: Secrétariat d'Etat à l'économie de la Suisse, Organisation mondiale des Dunes

Progrès rapporté

En la gestión 2020 se elaboró el Reglamento de Resoluciones Anticipadas sobre Clasificación Arancelaria y Origen aprobado mediante Resolución de Directorio N° RD 01-036-20 de 16/12/2020.

En la gestión 2021 se realizó la actualización del Reglamento de Resoluciones Anticipadas de Clasificación Arancelaria u Origen aprobado mediante Resolución de Directorio N° RD 01-028-21 de 20/12/2021 y se emitió el Manual de Procedimientos para Resoluciones Anticipadas de Clasificación Arancelaria aprobado mediante Resolución Administrativa N° RA-PE 02-006-22.

En la gestión 2024 se realizó una nueva versión del citado Reglamento, aprobado mediante Resolución de Directorio N° RD 01-009-24 de 26/02/2024, en la cual se implementó el sistema informático de Emisión de Resoluciones Anticipadas de Clasificación Arancelaria y Origen – SINRA.

En la gestión 2025 se realizó una nueva versión del citado Reglamento, aprobado mediante Resolución de Directorio N° RD 01-079-25 de 30/10/2025, en la cual se prevé procedimientos de prueba.

5.3.1
5.3.2
5.3.3

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2022

Date définitive de mise en oeuvre
22 août 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Mise en place de centres d'inspection simultanée dotés de laboratoires d'essai pour le contrôle et la vérification des minéraux, de laboratoires phytosanitaires et de services de quarantaine, entre autres; mise en place de méthodes d'inspection des marchandises non intrusives.

Montant estimatif de l'investissement: de 13 à 16 millions de \$EU.

Estimated investment: US\$13-16 million.

Étiquettes: *Infrastructure et equipment*

Agences: à déterminer

Progrès rapporté

En la gestión 2025 se realizó una nueva versión del Reglamento de Resoluciones Anticipadas de Clasificación Arancelaria y Origen, aprobado mediante Resolución de Directorio N° RD 01-079-25 de 30/10/2025, incorporando la previsión de presentar los resultados de una segunda prueba de laboratorio, la cual deberá ser realizada por un laboratorio externo debidamente acreditado.

10.1.1 (a), (b), (c), (d)

Date indicative de mise en oeuvre

31 décembre 2019

Date définitive de mise en oeuvre

22 août 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance technique et soutien pour la simplification et l'optimisation des processus et procédures du commerce extérieur afin d'éliminer les formalités inutiles et de garantir des processus clairs et transparents qui répondent aux objectifs d'efficacité, qui intègrent les procédures de gestion des risques et qui soient conformes aux normes et aux bonnes pratiques internationales.

Montant estimatif de l'investissement: 1,25 million de \$EU

Étiquettes: Cadre législatif et réglementaire, Procédures institutionnelles

Agences: à déterminer

Progrès rapporté

El Reglamento para Importación para Consumo, aprobado mediante Resolución de Directorio N° RD 01-015-21 de 31/05/2021 comprende la modalidad de despacho general y su variante de despacho abreviado sobre camión, que permite un procedimiento sin descargar en los almacenes aduaneros, para lo cual se establece una zona de custodia. Este Reglamento fue actualizado en la gestión 2025 mediante Resolución de Directorio N° RD 01-006-25 de 12/02/2025.

En cuanto al literal a) del sub numeral 10.1., la Aduana Nacional aprobó el Reglamento de Resoluciones Anticipadas sobre Clasificación Arancelaria y Origen aprobado mediante Resolución de Directorio RD 01-036-20 de 16/12/2020.

En la gestión 2024 se realizó la actualización del Reglamento de Resoluciones Anticipadas de Clasificación Arancelaria y Origen aprobado mediante Resolución de Directorio N° RD 01-009-25 de 26/02/2024, habiéndose emitido los siguientes manuales:

Manual de Procedimientos para la Emisión de Resoluciones Anticipadas de Origen aprobado con Resolución Administrativa N° RAPE 02-095-23 de 29/12/2023, y

Manual de Procedimientos de Emisión de Resoluciones Anticipadas de Clasificación Arancelaria aprobado con Resolución Administrativa N° RAPE 02-009-24 de 11/03/2024.

En la gestión 2025 se realizó la actualización del Reglamento de Resoluciones Anticipadas de Clasificación Arancelaria y Origen aprobado mediante Resolución de Directorio N° RD 01-079-25 de 30/10/2024, que incorporó la previsión de presentar los resultados de una segunda prueba de laboratorio, la cual deberá ser realizada por un laboratorio externo debidamente acreditado.

En cuanto a los literales b), c) y d) del sub numeral 10.1. la Aduana Nacional aprobó el Reglamento para el Régimen de Importación para el Consumo mediante Resolución de Directorio N° RD 01-015-21 de 31/05/2021, en especial, los Artículos 20 a 28 del mismo (Capítulo III Despacho Inmediato). Este Reglamento fue actualizado en la gestión 2025 mediante Resolución de Directorio N° RD 01-006-25 de 12/02/2025.

10.4.1
10.4.2
10.4.3
10.4.4

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2020

Date définitive de mise en oeuvre
22 août 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Agences: Banque interaméricaine de développement (BID)

Progrès rapporté

Desde el 25/09/2024, se cuenta con el Portal VUCE y la Plataforma implementada, permitiendo que los documentos emitidos a través de esta herramienta tecnológica sean interoperables con la Aduana Nacional y otras entidades públicas del Estado Plurinacional de Bolivia.

Se aprobaron los siguientes Reglamentos:

Reglamento de la Ventanilla Única del Comercio Exterior (VUCE), aprobada con Resolución de Directorio Nº RD 01-087-2024 de 25/09/2024, versión 1 y actualizada mediante Resolución de Directorio Nº RD 01-062-2025 de 29/08/2025, versión 2, que establece que la VUCE es la única plataforma electrónica para la tramitación de documentos requeridos para operaciones de comercio exterior VUCE, bajo esta premisa la Aduana Nacional y las entidades públicas no deben exigir la presentación en formato físico de las Autorizaciones Previas, Permisos, Certificaciones u otros documentos exigidos para operaciones de comercio exterior, cuando estos hayan sido obtenidos a través de esta herramienta. Las entidades públicas deben contar con firma digital o aprobador de documentos a través de ciudadanía digital, facturación electrónica, pasarela de pagos, entre otros.

Asimismo, se modificaron los Reglamentos de importación y exportación de la Aduana Nacional, que establecen la presentación de los documentos a través de la Ventanilla Única de Comercio Exterior. (Certificados – Autorizaciones Previas).

A la fecha se cuenta con siete (7) entidades incorporadas: Banco Central, Instituto Boliviano de Metrología (IBMETRO), Servicio Nacional de Sanidad Agropecuaria e Inocuidad Alimentaria (SENASAG), Servicio Nacional de Verificación de Exportaciones (SENAVEX), Agencia Estatal de Medicamentos y Tecnologías en Salud AGEMED), Agencia Nacional de Hidrocarburos (ANH) y Autoridad de Fiscalización de Electricidad y Tecnología Nuclear (AETN).

Légendes

 C	Notifiée dans la catégorie C	 Cp	Notifiée dans la catégorie C	 E	Report de dates demandé
	Arrangement avec des donneurs notifié		Arrangement avec des donneurs pas encore notifié		

